

TGV, un problème d'aiguillage...

(...Et c'est l'ICE allemand qui ralentit)

François qui pleure et Angela qui rit. Un regard un peu simpliste et trop souvent jeté sur les conjonctures comparées de chaque côté du Rhin laisse croire que le succès de l'économie allemande ferait le malheur de sa voisine française, les plus cyniques n'hésitant à inverser l'ordre des termes de cette correspondance de tous nos maux. La réalité est bien plus complexe que cela, en raison de l'interdépendance des marchés entre les deux leaders européens, à la fois premiers fournisseurs et clients l'un de l'autre.

Avant d'en apporter la démonstration chiffrée dans le domaine du meuble, force est de constater d'abord l'écart de dynamisme entre les deux nations avec, pour une fois, l'ICE allemand plus rapide que le TGV français. L'économie française devrait connaître une croissance de 0,1 % au deuxième trimestre 2013, a annoncé la Banque de France dans une première estimation fondée sur son enquête mensuelle de conjoncture d'avril publiée hier et reprise par l'agence Reuters et le journal *Les Echos*. La même banque centrale prévoyait déjà une progression de 0,1% du PIB (produit intérieur brut) de la France pour le premier trimestre, dont les chiffres seront publiés mercredi par l'Insee. Peut-on parler de croissance lorsque les taux flirtent ainsi avec zéro ? Et, surtout, lorsque des économistes interrogés par Reuters dressent une analyse plus pessimiste, tablant sur une contraction de 0,2 % du PIB sur la période janvier-mars, qui interviendrait après celle de 0,3% enregistrée au dernier trimestre 2012, et une stagnation au deuxième trimestre. Seule bonne nouvelle - toute relative - dans ce torrent de chiffres corrosifs, l'enquête mensuelle de la Banque de France a fait apparaître en avril une hausse d'un point de l'indicateur du climat des affaires dans l'industrie, s'établissant à 94. Même si cela reste encore inférieur à leur moyenne de long terme (100), la production industrielle a progressé le mois dernier dans la plupart des grands secteurs et les livraisons ont été plus soutenues, selon les chefs d'entreprise sondés. Le taux d'utilisation des capacités de production a rebondi de 0,6 point par rapport au mois de mars pour atteindre 75,9 %. « *Mais les carnets de commandes restent insuffisamment garnis en dépit d'un frémissement de la demande* », indique un responsable de la banque centrale avant d'ajouter que, pour les chefs d'entreprise, « *l'activité devrait légèrement baisser en mai* ». De fait, les jours fériés en semaine génèrent ce mois-ci des ponts plus longs que l'an passé, s'étendant même du mercredi 8 au dimanche 12 pour le viaduc du mois !



Dans ce contexte, les données de l'économie allemande ont de quoi faire saliver Bercy. Après avoir retrouvé sa dynamique au cours du premier trimestre 2013, elle devrait en effet

continuer à se renforcer pendant le reste de l'année, estime le ministère de l'Economie à Berlin. Ce dernier s'est réjoui à la fois de la hausse des commandes à l'industrie et de l'activité manufacturière en février et en mars, tout en notant une augmentation apparente de la consommation intérieure et une solidité persistante du marché de l'emploi. Les analystes interrogés par Reuters se rejoignent pour évaluer à 0,3 % la hausse du PIB allemand par rapport aux trois précédents mois.

A l'image des deux fleurons du train allemand (ICE) et français (TGV), ci-dessus à quai à la gare du Nord à Paris, les deux économies doivent effectuer les mêmes aller-retour pour arriver à bonne destination commune et assurer la prospérité commerciale de la ligne empruntée. Que le nombre de passagers français diminue faute de pouvoir d'achat et l'ICE sera moins rempli - donc rentable - pour les emmener à Cologne. Que l'économie française s'essouffle et les entreprises allemandes pourront moins la doter de leurs produits. Ainsi, durant les deux premiers mois de l'année, 193,6 millions d'euros de meubles allemands – toutes familles confondues, y compris cuisine - ont été exportés vers l'Hexagone, soit une baisse de 20,6 % due, selon l'Union allemande des industriels de meubles (VDM) à « *la faiblesse de marché en France* » qui reste toutefois son premier débouché. Les esprits retors diront, sans se tromper, mais sans que cela ne console personne, que si nos exportations de cuisines vers l'Allemagne devaient baisser de 20 %, la perte ne serait pas énorme étant donné leur montants et volumes actuels. Il n'empêche : Angela ne doit pas rire lorsque François pleure. 75 % des Français non plus d'ailleurs, selon les derniers sondages...

✓ Jérôme Alberola